



Procès-verbal de la 128^e assemblée générale

tenue le 8 février 2012 à 11h30 au local 2-52-101

Ordre du jour

1. Nomination à la présidence de l'assemblée.
2. Acceptation des nouvelles et des nouveaux membres.
3. Lecture et adoption de l'ordre du jour.
4. Adoption du procès-verbal de la 127^e assemblée générale tenue le 15 novembre 2011 et suites.
 - 4.1 Suites au procès-verbal.
5. Informations :
 - 5.1 Manifestation du 16 février 2012 (2 min).
 - 5.2 Débrayage étudiant (5 min).
 - 5.3 Mobilisation (5 min).
6. Fonds de résistance syndicale (25 min).
7. Plénière sur les documents d'orientation (20 min).
8. Entente sur les 10 minutes du 4 mai 2010 (25 min).
9. Élections :
 - 9.1 Comité de mobilité étudiante (1 poste).
 - 9.2 Comité de surveillance des finances (1 poste).
 - 9.3 Commission des études (1 poste, ouvert à tous le personnel enseignant, jusqu'en juin).
 - 9.4 Comité environnement.
10. Appui de la FNEEQ à la lutte contre la hausse des droits de scolarité.
11. Divers.
12. Levée de l'assemblée

1. Nomination à la présidence de l'assemblée.

Résolution 128.1 « Il est proposé que Julien Lachapelle assume la présidence de l'assemblée. »
Steve McKay propose et Catherine Ladouceur appuie. Adoptée à l'unanimité.

2. Acceptation des nouvelles et des nouveaux membres.

Résolution 128.2 « Il est proposé d'accepter les enseignantEs suivants à titre de membres du syndicat : Isabelle Beaudoin, Caroline Boucher Claude, Joëlle Brizard, Rachel De Blois, Christian Francoeur, Nicolas Huppé, Isabelle Ledoux, Vincent-Pierre Martineau, Pierre Pawliw, Giovana Santos, Johanne Trottier, Clémence Trudelle . »
François Matton propose et Martin Barette appuie.
Adoptée à l'unanimité.

3. Adoption de l'ordre du jour.

Résolution 128.3 « Il est proposé d'adopter l'ordre du jour tel que présenté. »
Julie Dionne propose et Claude Pelletier appuie.
Adoptée à l'unanimité.

4. Adoption du procès-verbal de la 127^e assemblée générale tenue le 15 novembre 2011 et suites.

Résolution 128.4 « Il est proposé d'adopter le procès-verbal de la 127^e assemblée générale tenue le 15 novembre 2011. »
Tarik Rahem propose et Steve Dubois appuie.
Adoptée à l'unanimité.

4.1 Suites au procès-verbal.

- Dossier assurances : Steve McKay annonce qu'il pourrait y avoir des modifications importantes proposées à la police d'assurance, lesquelles seront discutées lors de la prochaine assemblée générale.
- Guide d'interprétation de la loi 21 : Steve McKay fait état des derniers développements dans le dossier.

5. Informations :

5.1 Manifestation du 16 février 2012 (2 min).

Jean-Thomas Courchesne rappelle la tenue d'une action de blocage de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, le 16 février à Montréal. Il informe l'assemblée des difficultés que connaît actuellement la Coalition et souligne l'importance de participer à ses actions.

Jean-Thomas Courchesne annonce que la Confédération des syndicats nationaux (CSN) a lancé une campagne de manifestations éclair pour la syndicalisation des dépanneurs Couche-tard. Les membres du syndicat sont ainsi invités à se rendre en petits groupes pour de courtes actions de visibilité en face de dépanneurs Couche-tard. Une action sera prochainement organisée par le bureau exécutif.

5.2 Débrayage étudiant (5 min).

Steve McKay rappelle qu'une proposition de mandat de grève générale illimitée a été battue à l'assemblée générale spéciale de l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AÉCS) le 18 janvier dernier. Il se pourrait que l'AÉCS tienne une assemblée générale extraordinaire pour rejoindre le mouvement étudiant au mois de mars. L'AÉCS a également commencé à contacter les coordinations départementales pour prévenir certains problèmes que pourraient occasionner un éventuel débrayage (problèmes liés à la tenue des stages professionnels, à l'entretien des animaux de laboratoire, etc.). Steve McKay annonce que s'il y a un débrayage étudiant cet hiver, le bureau syndical communiquera avec les enseignantEs pour clarifier les différentes conséquences de ce débrayage sur leur travail d'enseignant.

Steve McKay souligne finalement que des enseignantEs font circuler des informations erronées auprès de leurs étudiantes et leurs étudiants au sujet des moyens de pressions préconisés par le mouvement étudiant. Ces informations influencent ensuite la position qu'adoptent les étudiantEs lors de leurs assemblées générales, ce dont l'AÉCS s'est plaint. Steve McKay invite ainsi les enseignantEs à vérifier leurs informations en cette matière de manière à ne pas s'adonner malgré eux à de la désinformation.

5.3 Mobilisation (5 min).

Philippe Langlois présente le projet du bureau exécutif de réunir le Comité d'animation départemental et syndical (CADES) sur une base régulière à partir du printemps ou de l'automne 2012. Il invite les membre à s'assurer que chaque département se soit doté d'unE déléguéE et d'unE substitut au CADES.

6. Fonds de résistance syndicale (25 min).

Julie Dionne pose les bases d'un chantier de réflexion qui animera la vie syndicale au cours des prochaines semaines et des prochains mois. D'une part, il s'agit de déterminer à quelle hauteur nous souhaitons voir être porté notre Fonds de résistance syndicale (FRS) et de quelle manière nous souhaitons l'utiliser en cas de grève. Julie Dionne situe cette réflexion notamment dans le contexte d'une éventuelle accession au pouvoir de la Coalition avenir Québec (CAQ) qui affiche son intention d'abolir la sécurité d'emploi des enseignants. Elle souligne aussi que les différents syndicats affiliés à la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ) travaillent actuellement sur leur capacité financière à mener une grève.

D'autre part, il s'agit de réviser la pertinence des décisions de placements financiers que nous avons prises au cours des dernières années et d'évaluer si nous voulons les reconduire ou leur donner une nouvelle forme. Julie souligne dans ce contexte que les garanties sur le caractère éthique de nos placements affichés comme « éthiques » sont faibles.

Elle annonce dans cette foulée l'organisation d'un midi-rencontre sur la question des investissements financiers le 13 mars prochain. Des invités viendront y comparer l'économie sociale et boursière et parleront des placements éthiques. Une discussion entre les membres s'ensuivra.

Elle annonce également la mise en circulation prochaine d'un sondage sur les attentes des membres vis-à-vis le Fonds de résistance syndicale, tant en ce qui concerne sa hauteur que son utilisation en cas de grève.

Les échanges et les questions qui suivent la présentation concernent quelques demandes d'éclaircissement sur : le rôle syndical du Conseil central de la CSN Estrie ; le budget du syndicat ; enfin, le fonds de grève existant à la CSN.

7. Plénière sur les documents d'orientation (20 min).

Philippe Langlois rappelle que les documents d'orientation que sont le Projet éducatif, le Plan de réussite et le Plan stratégique de développement (PSD) seront vraisemblablement adoptés au Conseil d'administration du Cégep ce mois-ci. Il ouvre au nom du bureau exécutif une plénière ayant pour but de déterminer les orientations syndicales à prendre pour la suite des choses.

L'analyse qu'il propose en introduction à la plénière l'amène à identifier un certain nombre de gains obtenus à travers la mobilisation autour du projet éducatif. Il pose également quatre questions sur lesquelles il invite l'assemblée à se pencher :

- Qui conçoit le projet éducatif et le plan de réussite ?
- Quel est le lien entre la planification stratégique du Cégep et son projet éducatif ?
- Quelle place donner à la relation éducative dans l'« environnement éducatif » ?
- Comment travailler maintenant avec les « compétences transversales » ?

Les interventions de l'assemblée portent sur l'importance de faire reconnaître le caractère fondamental du projet éducatif pour le PSD ; le problème de la verticalité de la prise de décision au Cégep (on donne pour exemple le dossier de la plage horaire) ; un déficit de collégialité au Cégep ; l'effet des multiples chantiers du plan de réussite sur la tâche des enseignants et le fait que le syndicat n'ait pas été consulté relativement à cela ; les pratiques déjà existantes en matière de compétences transversales ; le sens de la collégialité pour les enseignantEs ; la possibilité de faire des recommandations à la direction sur les processus de production et de consultation des documents d'orientation pédagogique ; le fait que les processus de gestion technocratiques mettent à contribution les principales instances de représentation des enseignantEs ; la distinction entre mission éducative et projet éducatif ; l'intérêt différent des compétences transversales pour le secteur technique et le secteur pré-universitaire.

On suggère en terminant que, pour préciser des orientations syndicales sur ces questions, l'exécutif prenne l'initiative de soumettre des propositions précises au CADES et à une prochaine assemblée générale.

8. Entente sur les 10 minutes du 4 mai 2010 (25 min).

Claude Tétreault rappelle les coupures de salaire ayant suivi les activités syndicales du 4 mai 2010. Ces coupures totalisent quelques 2000 \$ et auraient affecté quelques 530 enseignantEs. Les critères sur la base desquels ce sont ces enseignants qui ont été coupés demeurent obscurs. Claude Tétreault annonce ensuite à l'assemblée que le grief qui avait été déposé par le SPECS-CSN a récemment été réglé hors-cour. Il détaille le contenu du règlement :

- Aucune admission de responsabilité, ni de la part du Cégep, ni de celle du syndicat ;
- Partage égal des coûts de remboursement de salaire entre le SPECS et le Cégep ;
- le Cégep ne remet pas de dédommagement à chacun des employés coupés mais remet une somme globale à leur syndicat ;

Claude Tétreault explique ensuite les difficultés qu'il y aurait à administrer au syndicat le dédommagement de chacun des employés coupés. Il soutient qu'en plus de mobiliser du temps de travail important, les frais de gestion d'une telle opération excèderaient les sommes à redistribuer. Il recommande donc à l'assemblée de déposer le montant remis par le Cégep au SPECS dans le Fonds de résistance syndicale.

- Considérant la somme qui devrait être remboursée aux membres du syndicat;
- Considérant qu'il serait complexe et laborieux de rembourser individuellement les membres du syndicat;

Résolution 128.5 « Il est proposé que la somme obtenue dans le cadre de l'entente entre le SPECS-CSN et le Cégep de Sherbrooke portant sur l'activité du 4 mai 2010 soit déposée dans le fonds de résistance syndicale du SPECS-CSN. »
Claude Tétreault propose et Louis Desmeules appuie.
Adoptée à l'unanimité.

9. Élections :

Résolution 128.6 « Il est proposé que Julien Lachapelle soit nommé président d'élections, Philippe Langlois secrétaire d'élections, Steve McKay et Dominique Dubuc scrutateurs d'élection. »
Jean-Thomas Courchesne propose et Jean-François Fortier appuie.
La proposition est adoptée à l'unanimité.

9.1 Comité de mobilité étudiante (1 poste).

- Deux candidats se proposent : Pierre Morissette (formulaire de procuration) et Valérie Dubé.

Un scrutin secret a lieu : **Valérie Dubé** est élue par une majorité des voix.

9.2 Comité de surveillance des finances (1 poste).

- **Claude Belzile** est proposé. Il accepte et est élu par acclamation.

9.3 Commission des études (1 poste, ouvert à tous les membres du personnel enseignant, jusqu'en juin).

- **Jérôme Leriche** est proposé. Il accepte et est élu par acclamation.

9.4 Comité environnement.

- Aucune candidature n'est proposée.



10. Appui de la FNEEQ à la lutte contre la hausse des droits de scolarité.

Steve McKay informe les membres qu'une résolution du regroupement cégep de la FNEEQ invite les enseignantEs à se rendre sur les lignes de piquetage des étudiantEs et à y distribuer un numéro spécial du *Carnet collégial* consacré à l'augmentation des frais de scolarité. Pour obtenir des exemplaires de la publication de la FNEEQ, on peut s'adresser à l'exécutif syndical.

11. Divers.

Aucun point n'est soulevé.

12. Levée de l'assemblée.

Résolution 127.7

« Il est proposé de lever l'assemblée. »
Rémy Bergeron propose et Mathieu Deschamps appuie.
Adoptée à l'unanimité.

Steve Mc Kay, président

Philippe Langlois, secrétaire